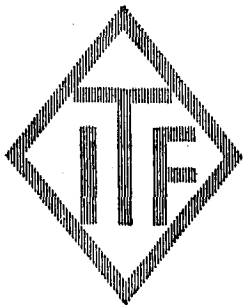


FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT
PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

No. 4
6e année

Amsterdam, le 19 février 1938.



Travaux forcés en Allemagne.

Le plan quadriennal accordé à l'Etat "le droit désigner à celui qui est en quête de travail mais également à ceux qui sont occupés (-éventuellement contre leur gré! Red.-) l'emploi que, pour des motifs politiques et économiques, il est nécessaire et efficace qu'ils occupent..... Une liberté de mouvement dans l'ancien sens n'existe plus pour les travailleurs".

Armement économique et politique sociale en Allemagne.

(I.T.F.) A l'effet de préparer la guerre sur le terrain économique, il existe en Allemagne (depuis le 18 octobre 1936) un organe supérieur de défense économique placé sous la direction de Göring et dont relèvent jusqu'aux autorités suprêmes de l'Etat. La "section placement" de cet office de Göring dispose de pouvoirs illimités pour transférer à d'autres endroits des ouvriers et des employés et pour déprimer - elle se trouve sous la direction d'un ancien syndic des industriels de la Ruhr! - les salaires comme elle l'entend. La "section ravitaillement" a pour tâche d'assurer le ravitaillement de l'armée et de compléter les stocks de guerre en resserrant la consommation "civile". Les sections "fer et acier", "matières premières et matières de remplacement", ainsi que celle pour "stimuler les exportations", toutes dirigées par des militaires, doivent veiller à ce que les industries de guerre reçoivent ce dont elles ont besoin aux dépens des industries civiles.

Une partie de cet appareil de défense économique a à présent été fusionnée avec le ministère de l'Economie nationale, vu que - ainsi que l'a dit Göring lors de l'installation du ministre Funk - "l'armement économique est nécessaire pour parfaire la grande oeuvre du Führer" ("Berliner Tageblatt", 9 février 1938). Dans le ministère de l'Economie nationale réorganisé, il y a parmi les chefs des cinq principales sections et des deux offices qui en dépendent, 4 officiers qui

relèvent directement du chef de l'état-major économique du ministère de la Guerre.

Les sections les plus importantes de la nouvelle autorité de Göring: "placement", "alimentation" et "communications" n'ont pas été incorporées dans le ministère de l'Economie nationale. L'office central pour le plan quadriennal, créé par le Front allemand du travail et qui a pour tâche de fournir des renseignements sur la manière dont les ouvriers réagissent aux mesures économiques prises en vue de la guerre a été dissous.

Lors de son entrée en fonctions le ministre de l'Economie nationale Funk a affirmé que la ligne réactionnaire sur le terrain social serait poursuivie. Il exigea des industriels qu'ils appuient sans réserves le programme économique du réarmement, tout en leur promettant la protection de l'Etat contre les catégories (---vraisemblablement les ouvriers: Red.---) qui s'élèveraient contre les mesures dictées pour la réalisation du programme. "Celui qui porte atteinte à l'économie, porte atteinte au ministre de l'Economie".

Le 4 février 1938. (I.T.F.) Le jour du 4 février 1938, jour où eurent lieu les modifications surprenantes que l'on sait dans la direction suprême de l'armée allemande, a détruit bien des illusions. Des généraux allemands de premier plan avaient ouvertement reconnu à plusieurs reprises que pendant des années le Troisième Reich ne serait pas en mesure de faire une guerre de quelque durée. C'est ce qui avait donné lieu à certains milieux de politiciens influents de plusieurs pays d'espérer que le commandement suprême de l'armée allemande d'orientation conservatrice, réussirait à triompher du parti nazi, partisan de la guerre à-tout-prix. Le 4 février 1938, l'influence modérante de ces militaires a été écartée. Il est à présent plus évident que jamais que la crainte du parti nazi devant une action commune des démocraties capitalistes est l'unique moyen efficace pour sauvegarder la paix en Europe centrale.

Le syndicat des ouvriers du bois anglais a raison des anti-syndicalistes de Berlin. (I.T.F.) Sur les chantiers de la "Empire Exhibition" à Glasgow travaillent quatre ébénistes allemands qui, par crainte de représailles dans leur pays, avaient refusé d'adhérer au syndicat anglais des ouvriers du bois. Ceci donna lieu le 22 janvier, aux quelque 800 ouvriers organisés dans le syndicat libre des ouvriers du bois britanniques, qui travaillent sur le même chantier, de refuser de poursuivre le travail en compagnie de ces inorganisés. Après quelques hésitations, les allemands se déclarèrent prêts, le 24 janvier, à adhérer au syndicat. L'Ambassade allemande à Londres, ayant été mise au courant de ces événements, ordonna aux ouvriers allemands de se retirer de ce syndicat partisan de la lutte de classe. Toutefois, les syndicalistes anglais ne se laissèrent pas faire. Ils menacèrent à nouveau de déposer le travail si les inorganisés restaient sur le chantier. Berlin se vit obligé de capituler et d'autoriser les 4 ébénistes à adhérer au syndicat libre. (Voir le "Daily Herald" du 25 et 31 janvier et du 2 février).

Personne ne paie de son plein gré la cotisation au Front allemand du travail. (I.T.F.) Les ouvriers du bâtiment allemands dont le travail change souvent d'endroit, peuvent plus facilement que d'autres travailleurs, se soustraire au paiement de la cotisation au Front du travail. Aussi, une bonne partie des ouvriers du bâtiment allemands n'ont-ils jusqu'ici pas adhéré au Front du Travail.

Ces travailleurs sachant bien que le refus ouvert d'adhésion pourrait les faire interner comme "ennemis de l'Etat" dans un camp de concentration, se sont adroitement excusés en alléguant qu'à cause de leurs fréquents changements d'emploi, il ne leur avait pas été possible d'atteindre les autorités compétentes". C'est pourquoi, à partir du 1er janvier, les cotisations seront, dans tous les chantiers allemands de construction--ainsi que l'annonce dans son numéro de janvier "Der Grundstein", l'organe du Front du travail pour l'industrie du bâtiment-- de même que des impôts, directement retenues sur les salaires. "Il s'est trouvé" --ainsi reconnaît l'organe nazi-- "que par cette méthode d'encaissement uniquement, il est possible d'atteindre les gars du bâtiment dans leur presque totalité.

Ceux qui dirigent "Kraft durch Freude" (I.T.F.) Le cas d'Auguste Piontek est caractéristique de la dépravation morale qui existe dans les milieux nazis de premier plan.

Auguste Piontek fut pendant 17 mois un des chefs du Front allemand du Travail, membre de la direction nationale du Parti nazi, dirigeant de la section de propagande du Front du Travail parmi les ouvriers de la pierre et de la terre et collaborateur régulier aux organes du Front du Travail. Fin septembre 1934, il fut mis--provisoirement-- un terme à sa gloire; des détournements qu'il n'était plus possible de dissimuler, lui valurent 25 mois de travaux forcés. (Frankfurter Zeitung, 30 septembre 1934).

Nous ignorons si ce dirigeant méritant a purgé toute sa peine ou bien si, en qualité de "militant de la première heure" il a été grâcié. Ce qui est un fait, c'est que depuis quelque temps il se meut de nouveau en public et écrit même des articles de fond dans "Arbeitertum", l'organe centrale du Front allemand du Travail et l'Association "Kraft durch Freude"; Plein de joie il écrit: "Kraft durch Freude en avant!"

"La vie interne des formations Fascistes" (I.T.F.) Dans le journal d'entreprise des usines Krupp (N° du 1er février 1938) un des chefs de groupe de la fonderie d'acier raconte ce qu'il a vu en Italie pendant le voyage d'études payé par le Front allemand du Travail auquel il participa. Dans une seule ville, à Florence, les Nazis eurent l'occasion d'apprendre à connaître "la vie interne des formations fascistes". Il ne s'agissait pas ce soir-là de débats théoriques avec l'aide d'un interprète mais: "On nous mena dans un cercle fasciste où nous fûmes invités à faire un tour de valse à l'allemande. Après bon nombre de valses, on nous servit du vin autant que nous voulions. Quelque peu gris, mais en observant toute la discipline allemande voulue, nous atteignîmes nos quartiers sous la conduite--nécessaire! Réd.-- de quelques fascistes."

Un ouvrier agricole polonais devait être stérilisé... pour connaissances insuffisantes de l'allemand! (I.T.F.) Bien des fanatiques racistes nazis demandent que tous les éléments suspects d'"orientation nationale insuffisante" soient stérilisés. Beaucoup de juges adoptent un même point de vue. C'est ainsi que l'hebdomadaire des juristes allemands "Juristische Wochenschrift" indique qu'un tribunal de stérilisation de Prusse orientale avait déclaré un ouvrier agricole, originaire d'une région actuellement polonaise et parlant mal l'allemand, atteint de débilité psychique et l'avait condamné à la stérilisation.

Par un heureux hasard l'ouvrier en question put faire appel au tribunal suprême de stérilisation qu'il conjura "en larmes" d'annuler la condamnation. Une fois qu'il eut pu vaincre "ses craintes et la réserve qui, chez ce type de laboureur de l'est, prend si facilement un caractère d'imbecillité et d'abrutissement" et surtout lorsque le président lui eut adressé la parole en polonais l'autorisant à s'exprimer dans cette langue, les juges, tout nazis qu'ils étaient, durent constater que cet homme n'était acunement atteint de débilité psychique. Si toutefois ce travailleur n'avait pas eu la chance d'être entendu par le tribunal suprême berlinois, il aurait été stérilisé parce que... le polonais est sa langue maternelle.

La jeunesse ouvrière se dresse contre les mesures des Nazis. (I.T.F.) Les Nazis exercent de la pression sur les jeunes Allemandes afin de les pousser à chercher une occupation dans le ménage ou aux travaux des champs; les jeunes ouvriers doivent eux aussi, pour peu que possible faire du travail agricole. En 1934 on a institué l'"Année ménagère"; la grande majorité des 400.000 jeunes filles ayant quitté l'école devaient faire leur année ménagère, c'est-à-dire travailler pendant un an comme servante en touchant qu'un argent de poche. Les jeunes filles se sont élevées avec succès contre une pareille exigence. Le dernier rapport annuel de l'Office national de placement écrit que sur 400.000 jeunes filles, 30.000 seulement se sont présentées pour l'Année ménagère et que 11.000 seulement ont pu être placées.

Les Jeunesses hitlériennes cherchaient l'année dernière 250.000 jeunes gens disposés à faire du "service agricole" comme valet de ferme ou apprenti laboureur. Au lieu de 250.000, elles n'ont trouvé

que 23.000 jeunes garçons qui voulaient bien faire du travail agricole contre un simple argent de poche! (Berliner Tageblatt, 2 février 1938).

Une résistance qui a du succès. (I.T.F.) Les ouvriers et employés adultes devaient cette année prendre part dans la mesure du possible aux concours pour apprentis, organisés tous les ans par les nazis, comme "Concours professionnel national". Les employeurs et les autorités espéraient au moyen de ces concours créer la base pour une diminution ultérieure des temps alloués pour divers travaux et opérations.

Les ouvriers qui avaient clairement discerné le but réel de ces concours, ne se sont pas laissés faire. Dans bien des établissements on chuchotait: "de son plein gré personne n'y prend part". Le 11 février lors de l'inauguration du concours national, le Dr. Ley était forcé de déclarer que sur 13 millions d'ouvriers et employés adultes, 600.000 seulement s'étaient laissés contraindre à participer au concours, c'est-à-dire pas plus d'un sur 30. (Voir aussi la notice page 4 du numéro du 8 janvier.)

La résistance passive des mineurs de la Sarre. (I.T.F.) "Der Kumpel" l'organe (paraisant en allemand) du syndicat confédéré des ouvriers du sous-sol de Lorraine, écrit, dans son numéro de février:

"Four le 13 janvier 1938, la direction régionale du parti nazi, avait décidé d'imposer aux ouvriers du sous-sol sarrois un jour férié, en commémoration du plébiscite de 1935. Il fallait que ce jour de repos fût compensé, le 16, un dimanche. "Si ces messieurs tiennent tant à leur 13 janvier --ainsi les mineurs-- ils n'ont qu'à le payer". Voyant que leurs protestations contre ce changement arbitraire ne servaient à rien, ils déclarèrent: "On nous impose un jour férié le 13 janvier, le 16 janvier nous chômerons parce que cela nous plaît! Nous voulons être entendus!"

Vu que l'effervescence ne faisait que s'accroître, on donna l'instruction aux directions des entreprises d'exercer une pression sur les mineurs et de les inviter individuellement sur les lieux du travail à se présenter pour travailler ce dimanche. Cette procédure apporta aux nazis une grosse déception: bien que chaque mineur fût interrogé séparément et obligé ainsi à prendre ouvertement position, il n'y eut même pas un pour cent qui se fit inscrire. 99 p.100 des mineurs refusèrent de travailler ce dimanche au profit du plan quadriennal des nazis.

La femme allemande doit...rester à la maison. (I.T.F.) Syrup, le chef du placement de la main-d'oeuvre dans le cadre du plan quadriennal nazi se plaint de ce que l'éducation pendant cinq ans sur "la signification pour le métier de ménagère et de mère de famille d'une activité dans les ménages paysans et citadins ainsi que comme infirmière, n'a pas donné les résultats escomptés". Il exige par conséquent des mesures coercitives: "Il semble nécessaire d'exiger de toutes les jeunes filles de moins de 25 ans, qui veulent travailler comme ouvrière ou employée, qu'elles remettent avant d'entrer en fonctions, les preuves d'avoir travaillé pendant un an dans l'agriculture, dans le ménage ou comme infirmière. Il faut avec cela que les jeunes filles originaires de districts agricoles soient limitées à une activité dans ces districts". ("Soziale Praxis", 1er février 1938)

Des représentants de "Kraft durch Freude" font de la contrebande. (I.T.F.) Des douaniers autrichiens ont trouvé (le 27 décembre 1937) en visitant une auto allemande, une grande quantité d'écrits de propagande nazis. L'auto appartenait au maire de la ville de frontière allemande Passau, connu comme organisateur des voyages de "Kraft durch Freude" en Autriche. Il y avait dans l'auto deux membres des S.S., le chauffeur du maire nazi et un certain Glas, neveu de l'expéditeur de Passau qui avait en 1934 introduit en contrebande des explosifs en Autriche.

Nazis comme briseurs de grève. (I.T.F.) "The Voice of the Federation" l'organe hebdomadaire des travailleurs des transports par eau de la côte ouest des Etats-Unis écrit, dans son numéro du 30 décembre 1937, que depuis plusieurs mois, 40 membres de l'Association nazie financée par Berlin "Deutsch-Amerikanischer Volksbund" travaillent dans une grande boulangerie comme briseurs de grève.

Ces jaunes ont été embauchés par l'intermédiaire d'un des dirigeants de ladite Association.

L'hospitalière patrie! (I.T.F.) Le correspondant berlinois du journal anglais "The Times" écrit (N° du 8 février): "Des Juifs seulement, mais des Aryens aussi, doivent constater que, lorsqu'ils rentrent en Allemagne, après avoir travaillé pendant un certain temps à l'étranger, on leur laisse le choix entre un séjour de 3 à 6 mois dans un camp d'éducation politique (Schulungslager) ou une émigration pour ainsi dire immédiate!"

Les camps d'éducation politique se trouvent sous la surveillance de la Gestapo.

L'uniforme des déportés. (I.T.F.) Les 30.000 ouvriers agricoles italiens qui vont aller travailler en Allemagne, devront pendant leur séjour dans le Troisième Reich, porter un uniforme. On pourra ainsi les surveiller plus aisément.

Les prisonniers employés aux travaux des champs en Allemagne doivent aussi porter un uniforme: la tenue de prison.

Modifications significatives en Grèce. (I.T.F.) La Confédération générale du travail de Grèce, mise au pas par le général Metaxas, a dû modifier ses statuts. Les changements imposés par la dictature militaire sont caractéristiques de l'esprit de la "nouvelle" Grèce. L'ancienne C.G.T. proclamait comme son but d'"aider les organisations affiliées à améliorer la situation économique et sociale de leurs membres sur la base de la lutte des classes", la nouvelle C.G.T. mise au pas se borne à vouloir "aider les organisations qui lui sont affiliées à coordonner les intérêts des divers facteurs de l'économie nationale", programme "économique" repris des fascistes italiens.

L'ancienne C.G.T. visait à unir les travailleurs organisés qui tendent à la "suppression du travail salarié et à l'élimination de la classe patronale". Les nouveaux statuts déclarent simplement que la C.G.T. a pour but "d'assurer l'union et la collaboration de tous les facteurs du travail national", formule également empruntée au langage des fascistes italiens.

L'ancienne C.G.T. adhérait à la F.S.I., la nouvelle doit, en vertu de ses statuts "conserver toute son indépendance à l'égard d'organisations professionnelles internationales". ("Informations Sociales" du 31 janvier 1938) Une collaboration intime existe par contre avec l'association "Kraft durch Freude". - En même temps que la modification de ses statuts, la "C.G.T." grecque mise au pas a expédié des circulaires protestant contre le fait que des organisations ouvrières internationales s'élèvent contre la propagande trompeuse de la dictature Metaxas et cherchent à divulguer la vérité sur la situation en Grèce.

Les travailleurs autrichiens restent fidèles à leur foi. (I.T.F.) L'Information syndicale qui paraît clandestinement à Vienne, publie dans son numéro du 29 janvier, des extraits d'un rapport d'un homme de confiance du Directeur de la Sûreté Générale, chargé de rapporter sur l'état d'esprit du personnel de certaines grandes entreprises. Voici ce que contient ce rapport qui date du dernier trimestre 1937:

"Voici en résumé, le tableau politique de la situation actuelle:
Nazis: les idées nationales ont plus ou moins influencé la grande majorité de tous les non-marxistes et de tous ceux dont les opinions ne sont pas clairement définies, dans l'entreprise et en dehors d'elle, sans que dans leur totalité ils soient vraiment de véritables national-socialistes. Les milieux ralliés à l'N.S.D.A.P. (Parti nazi) ou sympathisant avec lui comprennent la presque totalité des employés de l'entreprise, alors qu'ils ne constituent parmi les ouvriers qu'une couche relativement mince.

Marxisme: aujourd'hui comme hier, le gros des ouvriers a des idées marxistes et probablement aussi agissent-ils illégalement dans ce sens.

Tendance positive: A part le groupe clérical relativement très faible, la tendance patriotique ne disposait, jusqu'ici, à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, de presque aucun point d'attache et c'est pourquoi, jusqu'ici, elle a à peine plus qu'une signification apparente."

Parlant du développement des organisations socialistes et syndicales libres après février 1934, le rapport dit que les organisations "rouges" parurent d'abord être complètement détruites, mais qu'on assista bientôt à une consolidation organique des groupements illégaux. Et le rapport poursuit: "Lorsque des élections d'entreprise furent décrétées en novembre 1936, les forces marxistes en étaient déjà arrivées à pouvoir affronter avec leurs masses une épreuve très efficace de leurs forces. L'on sait qu'à cette occasion, les rouges parvinrent à faire passer leurs représentants à une majorité écrasante des voix...."

A présent, sur le désir d'Hitler, on se servira de police nazie contre les travailleurs autrichiens.

La situation des typographes autrichiens. (I.T.F.) Lors de la dernière assemblée du syndicat fasciste des travailleurs des industries graphiques et typographiques, les "secrétaires syndicaux" désignés par des fonctionnaires de la dictature ont dû tolérer --ainsi le procès-verbal officiel qui vient de paraître-- que des typographes déclarent: "Bien des employeurs n'ont pas une juste conception de l'édification corporative. Souvent des économies sont faites aux frais des salariés. Dans bien des cas la législation sociale n'est pas respectée. De plus en plus, on abuse des heures supplémentaires. Au lieu de faire alterner des équipes on exige des heures supplémentaires à l'excès. On doit faire jusqu'à des vingt heures supplémentaires par semaine et même plus... Par jour on ne fait pas dix, mais jusqu'à 13 et 14 heures!" - Il faut savoir que le gouvernement a nettement encouragé les employeurs à exiger des heures supplémentaires. "Autrefois l'indemnité pour heures supplémentaires était de 50% au-dessus du taux normal, à présent (-depuis le décret Dollfuss de 1933!) elle n'est plus que de 25%... La loi sur la journée de huit heures règle la question des heures supplémentaires. Hélas, personne n'observe cette loi". Les typographes ont obtenu que l'assemblée adopte une résolution protestant contre le fait que "dans un grand nombre d'établissements graphiques on fait toujours faire des heures supplémentaires aux dépens de l'engagement de chômeurs". Seulement cette résolution n'a pas beaucoup de valeur. Un orateur constata avec résignation: "A la dernière conférence d'hommes de confiance, les lithographes ont présenté une résolution qui a été adoptée à l'unanimité".

Elle n'a servi à rien. Les typographes autrichiens ont tout motif d'être mécontents de la politique sociale de l'"Etat corporatif".

Des ouvriers du textile autrichiens (I.T.F.) Le "Oesterreichische Arbeiterzeitung", l'hebdomadaire des syndicats chrétiens écrit: "Nous nous trouvons dans la situation vraiment peu agréable de devoir renseigner nos lecteurs sur l'existence d'un appareil de mouchardage organisé qui opère en Autriche, à à peine 50 km. de Vienne dans une grande entreprise textile bien connue". Sur l'ordre de la direction, le mouchard s'introduit dans l'entreprise, y espionne les ouvriers et les ouvrières et surveille également leur vie privée. Il tient ses commettants régulièrement au courant de ses découvertes. "Serait-ce un symptôme...." ("Oesterreichische Arbeiterzeitung" numéro du 12 février 1938)

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME

La "déprolétarianisation" des chemi- (I.T.F.) Les fascistes autrichiens a-
nots autrichiens vaient promis aux travailleurs une
amélioration sensible de leur niveau
d'existence: l'Etat corporatif allait augmenter leur bien-être. En réa-
lité toutefois, l'Etat corporatif n'a apporté qu'asservissement et misè-
re. La situation des cheminots, cette catégorie la plus importante de
travailleurs affectés à un service public, le prouve bien. Pour se faire
une idée de la situation misérable dans laquelle se trouvent les chemi-
nots autrichiens, on n'a qu'à lire ce qu'écrit même un organe comme le
"Oesterreichische Eisenbahner", publié à Vienne par des mandataires de
la dictature catholique:

"Y a-t-il des prolétaires en Autriche? Nous cheminots, n'avons
pas à chercher longtemps. Il est un fait indéniable, qui ressort bien
de l'instructive statistique ci-après, que le personnel des chemins de
fer fédéraux a dans une forte mesure subi une prolétarianisation. Suivant
une enquête faite en 1935, le revenu du personnel des chemins de fer fé-
déraux était le suivant:

Revenu mensuel en schillings		Nombre d'agents	
		1932	1935
Jusqu'à 200	.....	1.335	17.286
de 201 à 300	.....	62.459	31.910
de 301 à 400	.....	4.820	1.050
de 401 à 500	.....	985	1.318
de 501 à 600	.....	808	420
de 601 à 700	.....	570	216
plus de 700	.....	458	118.

Il faut avec cela tenir compte du fait que la majorité des a-
gents ont plus de 15 années de présence aux chemins de fer. Beaucoup
ont à entretenir une famille nombreuse et bien des cheminots ont à leur
charge des enfants adultes en chômage. La conséquence en est qu'ils s'en-
dettent. Cependant le sort des agents commissionnés est encore enviable
en comparaison de celui des saisonniers qui touchent en moyenne 120
schillings (environ 700 frs.fr) par mois."

Depuis l'interdiction des syndicats libres et la proclamation en
février 1934, de l'Etat corporatif, le sort des cheminots autrichiens,
loin de s'améliorer, est pire que dans l'année la plus noire de la crise
économique.

Ce que l'Autriche tolère de la part (I.T.F.) Les Nazis ont constitué par-
des Nazis. mi les cheminots autrichiens une or-
ganisation qui est légale. Alors que

le Syndicat libre des cheminots autrichiens, qui faisait partie de la
Fédération internationale des ouvriers du transport, a été dissous en
février 1934, par la dictature, le "Deutsche Verkehrsgewerkschaft" (syndi-
cat allemand des communications) qui à l'heure qu'il est n'est pas autre
chose qu'une organisation nettement nazie, continue à exister légalement;

Sous prétexte de faire de la propagande pour ce syndicat allemand
on fait parmi les cheminots de l'agitation pour les Nazis. C'est surtout
dans les petites gares de province que les chefs de gare exercent une
pression sur les cheminots pour qu'ils adhèrent au "Deutsche Verkehrs-
gewerkschaft" afin de les amener ainsi dans la sphère d'influence de la
propagande nazie. Le syndicat des cheminots chrétiens qui continue aussi
à exister légalement, est de la part de la grande majorité, un objet de mé-
pris et il n'est aucunement en mesure d'opposer une résistance efficace
à l'organisation nazie. Autorités et chemins de fer fédéraux d'autre
part rivalisent pour rendre impossible la propagande anti-nazie de l'or-
ganisation syndicale libre clandestine. Il suffit qu'un cheminot soit
surpris au moment où il passe à un de ses collègues un exemplaire du
"Prellbock", le courageux organe du syndicat libre, pour que non seulement
il soit condamné à quelques mois de prison mais encore licencié du ser-
vice avec perte de tous les droits acquis.

Faut-il se nourrir de lecture? (I.T.F.) Dans l'hebdomadaire technique
allemand "Verkehrstechnik" un auteur na-
zi écrit (le 20 novembre 1937): "Vu la situation difficile dans laquelle
se trouvent les chemins de fer secondaires allemands, ces entreprises ne
peuvent jusqu'à nouvel ordre, ne payer à leur personnel qu'une modeste
retribution. Il est par conséquent d'autant plus nécessaire que l'inté-
rêt et le plaisir au travail soient entretenus et favorisés... par des
journaux d'entreprise."